COLOMBIE
LA PAIX EN DEUIL

Le 27 septembre 2016, à Carthagène des Indes, en Colombie, le monde avait salué l'accord de paix négocié et mené à bon port par Juan Manuel Santos, président de sensibilité occidentale, libérale, avec une guérilla marxiste-léniniste, les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie).

Rodrigue Gonzales

Secrétaires généraux de l'ONU, de l'OEA, de la BID, représentants des gouvernements latino-américains — quelles que soient leurs obédiences partisanes —, délégués de l'Union européenne et de leurs pays membres — ici encore toutes affiliations confondues —, et bien d'autres venus d'Afrique et d'Asie, avaient applaudi un improbable final. Celui d'adversaires, d'ennemis, qui, ayant fait le choix de la paix, avaient réussi, pensait-on, à mettre un terme à un long et sanglant épisode d'affrontement interne. Et qui sait, à éradiquer définitivement la culture de violence.

Il est vrai que déjà en 2016, ce public mondial choisi avait peu de bonnes nouvelles à célébrer. La fin de l'histoire, annoncée par Francis Fukuyama dès la chute du mur de Berlin, suivie de celle de l'Union soviétique, avait mal tourné. Des éruptions répétitives de violences ont en effet déstabilisé diverses régions, d'Afrique, du Proche-Orient, d'Asie.

En Amérique latine, plusieurs pays étaient en crise politique et sociale, et rapidement aussi humanitaire, en Amérique centrale, au Venezuela en passant par Haïti. Le président Juan Manuel Santos a fait figure d'exception, et qui sait de modèle. Il y a gagné un prix Nobel de la paix le 10 décembre 2016.

La lueur d'espoir, venue de Colombie en 2016, peine aujourd'hui à garder son intensité. La paix, si difficilement acquise, la paix si nécessaire à un pays où les violences

sont quasi structurelles, bat de l'aile. Les indicateurs passés au rouge sont nombreux. Mais il en est un, fondamental, qui permet de mesurer l'ampleur de la frustration. La paix qui a été signée n'a pas permis d'assécher les violences. On meurt toujours en Colombie. On meurt paradoxalement beaucoup en essayant de faire vivre l'accord de paix.

Les faits sont sans appel. Les anciens guérilleros, volontairement désarmés en 2016, sont menacés. Et souvent victimes d'assassinats. Chaque semaine, selon le décompte tenu à jour par le parti politique issu de la guérilla (Comunes), un ex-combattant est assassiné. Les associatifs de la paix, membres d'ONG, syndicalistes, journalistes sont eux aussi la cible quasi quotidienne de criminels.

Les populations des régions où le conflit avait été le plus meurtrier avaient plébiscité la paix. Elles en connaissaient les avantages pour avoir souffert les retombées d'affrontements entre belligérants. Aujourd'hui, elles sont victimes de multiples violations de leurs droits, et parfois de leur vie. Ces dernières les poussent à quitter leurs villages pour rejoindre les périphéries urbaines. Toutes les demi-heures, a indiqué l'Unité de recherche et d'accusation de la Juridiction spéciale pour la paix (JEP), un Colombien abandonne son domicile sous la contrainte. Les régions les plus touchées sont le Cauca, le Choco, le nord de Santander et Antioquia.

En clair, assassinats, exode, sont toujours d'actualité, quatre ans et demi après la négociation d'un accord qui devait apaiser et normaliser le pays et ses gens. Que se passe-t-il dans la Maison Colombie ? Macondo, la folle déraison, serait-elle une marque indélébile, un esprit malin collant définitivement à la peau, plus fort que tous les appels au changement ?

Laissant cette hypothèse aux tenants des mentalités, on peut, et sans doute doit-on, essayer d'identifier les balises de ce chemin d'échecs. Il ne s'agit pas ici d'apporter une ou des réponses définitives, hiérarchisant les facteurs de désordre. Ambition nécessaire mais dépassant le cadre d'un article. Il s'agit plus modestement d'avancer quelques pistes d'entendement.

La paix de 2016 n'était pas une paix universelle. En cela, elle souffrait du même défaut que celles qui, dans le passé, avaient pu être signées entre l'État et divers acteurs des violences politiques. À tel point qu'une terminologie a été forgée, forcée par les circonstances, par le Conseil de sécurité national colombien. Selon leur périmètre, les « violents » peuvent être qualifiés de GAO (Groupe armé organisé), de GAOr (GAO résiduel), GDO (Groupe délinquant organisé), GDCO (Groupe de délinquants Communs organisés).

La paix de 2016 ne concernait que le gros des Farc. Un certain nombre de dissidents l'ont refusée. D'autres groupes revendiquant un drapeau politique n'étaient pas plus engagés. On pense ici plus particulièrement à l'ELN (Armée de libération nationale), et à l'EPL (Armée populaire de libération). Ces groupes ont persévéré, et commis divers attentats ou actions contre les forces de l'ordre.

La délinquance organisée, puissante, dotée de gros moyens financiers, était par définition spectatrice d'accords à caractère explicitement politiques. Mais elle a tiré un avantage immédiat du désarmement des Farc, en occupant et exploitant les territoires désormais libres de guérilleros.

Les groupes criminels, comme « le Clan du Golfe », et ses avatars, « Urabennos », « Autodéfenses Gaitanistes de Colombie », sont immédiatement entrés en conflit, avec le reliquat des Farc, l'Eln, pour prendre le contrôle de ces territoires. Les différends territoriaux ont pris parfois des formes composites, opposant des bandes criminelles entre elles, parfois en passant des alliances de circonstance avec des dissidents des Farc, ou l'Eln. On pense ici à la situation dégradée du sud colombien, dans le département de Nariño, aux frontières de l'Équateur.

Le président Iván Duque, enfin, n'a pas repris à son compte l'ambition de son prédécesseur. « *Mon idée de la paix n'est pas liée au processus avec les Farc* », a-t-il déclaré à l'occasion d'une visite dans une localité, Llano Grande, disputée aux Farc pendant des années. Arrivé au pouvoir en critique des accords — sentiment il est vrai partagé par une petite majorité d'électeurs, qui, consultés le 2 octobre 2016, avaient rejeté les accords de paix — il a laissé dériver le processus. Il ne l'a pas suspendu. Il lui a retiré son dynamisme et sa cohérence, en particulier en rabotant les crédits qui lui sont en principe attribués. Légitimant, sans le dire, le combat de ceux qui en contestent le bien-fondé ; provoquant les vives réactions de ceux et celles qui se considèrent victimes d'une parole donnée par l'État et subrepticement retirée. Plusieurs milliers d'indigènes du Cauca ont ainsi marché sur Bogotá, la capitale, fin octobre 2020, pour exiger la protection des autorités.

La paix aujourd'hui est d'autant plus en deuil que la Colombie est durement touchée, sanitairement et socialement, par la pandémie du coronavirus. Seules les Nations unies, Juan Manuel Santos, et les associations de défense des droits humains tirent sans relâche la sonnette d'alarme. En réponse, Iván Duque récuse et accuse l'ONU d'ingérence affectant de façon indue la souveraineté colombienne.

Jean-Jacques KOURLIANDSKY